



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 boulevard de la Dollée
CS 70271
50009 Saint-lo Cedex

Saint-lô, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS NORMANDIE

La Garenne
BP 6
50220 Ducey-Les Chéris

Références : 2024 - 458
Code AIOT : 0005301362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement PIGEON GRANULATS NORMANDIE implanté La Malefantiere 50240 Saint-James. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS NORMANDIE
- La Malefantiere 50240 Saint-James
- Code AIOT : 0005301362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation d'exploitation du 12 septembre 1997 par la société PIGEON GRANULATS NORMANDIE de la carrière « La Maléfantière » située sur la commune de Montanel a été modifiée par :

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 1999 pour modifier le montant des garanties financières conformément à l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
- l'arrêté complémentaire du 7 décembre 2007 pour modifier les conditions des eaux rejetées:
 - abandon de l'utilisation des eaux collectées par l'excavation (eau d'exhaure et eaux pluviales) pour l'irrigation des terrains agricoles voisins du site de la carrière,
 - rejet des eaux (d'exhaure et pluviales), après traitement de décantation, dans un étang dont les eaux sont rejetées dans la rivière Le Tronçon.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un point a été fait sur les suites données à la précédente inspection du 11 juillet 2019 :

- Les mesures effectuées par PREVENCEM à la demande de l'exploitant montrent le respect des seuils fixés vis-à-vis des poussières alvéolaires,
- Les données météorologiques de la station implantée (rotation sur plusieurs sites de la station mobile présente pendant un an à chaque fois) sur la carrière ont été comparées aux relevés de Météo-France. L'écart entre les deux n'est que de 3%, les résultats sont donc cohérents et représentatifs.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Limite des excavations	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
11	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Renouvellement	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 5	Sans objet
2	Modifications	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 6	Sans objet
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 12	Sans objet
4	Poussières	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 13-4	Sans objet
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 14-1	Sans objet
6	Formation lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 17-6	Sans objet
7	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	publique	article 18	
8	Protection visuelle	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 20	Sans objet
10	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant respecte les prescriptions contenues dans les arrêtés préfectoraux pris au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Des efforts doivent être faits au sujet de l'entretien de la parcelle sur laquelle est situé l'étang et sur les moyens de protection du cours d'eau "le Tronçon".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Renouvellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitation ne pourra être poursuivie au-delà de l'échéance fixée à l'article 2 ci-dessus, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation, qui devra être sollicitée au moins 10 mois avant la date d'expiration, si la continuité de l'exploitation doit être assurée.
Constats : L'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière de "la Maléfantière" est fixée au 12 septembre 2027. L'exploitant a prévu de solliciter une demande de prolongation afin de finaliser le montage d'un dossier de demande de renouvellement. Il confirme lors de la visite que des démarches ont été lancées d'ores et déjà avec les divers interlocuteurs potentiels. A l'appui de la demande de prolongation, il s'avère que le marché est actuellement assez peu porteur ce qui entraîne un certain retard au regard du phasage d'exploitation prévisionnel. En effet, la moyenne de production des dernières années est d'environ 35 000 tonnes/an pour une autorisation maximale annuelle de 200 000 tonnes (article 28 de l'arrêté d'autorisation du 12 septembre 1997). La production a été légèrement supérieure à 71 000 tonnes en 2023, mais aucune extraction n'est prévue en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Prescription contrôlée :

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, de l'installation de traitement des matériaux, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté où susceptible de porter atteinte à l'environnement, devra être porté à la connaissance de Monsieur le préfet de La Manche.
Constats : L'exploitant a précisé qu'aucune modification n'a été apportée aux conditions d'exploitation de la carrière. Si la vente de matériaux est assurée en continu, le traitement des matériaux est réalisé par campagnes de trois à quatre mois à l'aide d'un groupe mobile. Une seule personne est présente en dehors des périodes de concassage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie sera établi par l'exploitant. Sur ce plan seront reportés : -les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, -les bords de la fouille, -les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, -les zones remises en état, Ce plan sera mis à jour au moins une fois par an et copie en sera adressée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement - Subdivision de SAINT-LO LI
Constats : L'exploitant a présenté lors de l'inspection un plan topographique établi par CBTP le 16 octobre 2023. L'examen du document montre que l'ensemble des informations prévues y figure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 13-4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de retombées des poussières
Prescription contrôlée : Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement sera mis en place en périphérie de la carrière. Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 3, seront disposés et exploités en accord avec l'inspecteur des installations classées. Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs seront effectuées : - Une fois par mois durant les trois mois d'été. - Une fois par trimestre en dehors de la période estivale. Les résultats de mesures seront consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>Le réseau de mesure est implanté depuis 2019 aux emplacements prévus dans l'étude prévisionnelle fournie en 2018.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de suivi environnemental des retombées de poussières réalisé par CBTP le 21 juin 2024 à l'aide d'un réseau de cinq jauges OWEN (dont une jauge témoin). Il apparaît que les retombées mesurées sont comprises entre 98 et 131 mg/m²/j, elles respectent donc le seuil réglementaire de 500 mg/m²/j en moyenne glissante prévu par l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières (article 19.7).</p> <p>Les résultats de juillet 2023 sont également conformes à ce même seuil. Pour mémoire, l'exploitation est en sommeil en 2024.</p> <p>Il est rappelé à toutes fins utiles à l'exploitant que la fréquence de mesure est mensuelle en cas d'extraction pendant les trois mois d'été.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 14-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les niveaux de bruits en limite de la zone d'exploitation ne devront pas en tout état de cause dépasser Les seuils suivant(s) :</p> <p>Jour : 6h30 à 21h : 65 dB(A).</p> <p>Nuit : 21h à 6h30 : 55 dB(A)</p> <p>Les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à une distance de 200 m du périmètre de l'exploitation ainsi qu'à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés, - 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés. <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre Les niveaux de bruit mesures lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la 2^{ème} partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985. (JO. du 10 novembre 1985) relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a confirmé la réalisation de la vérification triennale des niveaux sonores de la carrière. Il a présenté lors de l'inspection le rapport CBTP du 25 avril 2022. L'examen de ce document montre le respect des seuils applicables tant pour les seuils de bruit en limite de propriété que pour les niveaux d'émergence.</p> <p>L'exploitant a confirmé qu'une nouvelle série de mesures sera programmée en 2025.</p> <p>La fréquence des tirs de mines est variable :</p>

2021 → 2 tirs 2022 → 2 tirs 2023 → 3 tirs 2024 → aucun tir Les résultats des mesures de vibrations examinés par sondage confirment le respect des seuils de vitesses particulières pondérées (10 mm/s).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 17-6
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant veillera à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel. Il sera formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et des moyens de secours. L'exploitant établira les consignes de sécurité que le personnel devra respecter ainsi que les mesures à prendre (arrêt des machines, extinction, évacuation...) en cas d'incident grave où d'accident. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel et affichées à des emplacements judicieux.
Constats : L'exploitant a précisé qu'une journée sécurité est organisée chaque année pour le personnel. Il indique qu'une formation spécifique sur le risque incendie est prévue en 2025. Il confirme que chaque formation donne lieu à un émargement systématique des participants. La visite des lieux a permis de constater le bon affichage des consignes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécurité publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : 18.1 - L'accès et les abords de toute zone dangereuse de la carrière devront être interdits par une clôture solide et efficace. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" seront mis en place sur les voies d'accès. L'accès à la carrière sera contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise. 148.2 - En dehors de la présence de personnel, les installations seront neutralisées et leur accessibilité interdite.
Constats : L'inspection a permis de constater la présence de la barrière à l'entrée du site ainsi que la

<p>présence de panneaux d'information.</p> <p>L'exploitant précise qu'un bail de chasse a été mis en place, ce dernier stipule l'interdiction formelle de pénétrer sur le périmètre de la carrière lorsqu'elle est en fonctionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Protection visuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Merlons</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des merlons de protection visuelle seront aménagés en périphérie des zones exploitées. La hauteur de ces merlons ne devra pas dépasser 8 mètres. Ils seront végétalisés. La périphérie du site sera plantée d'essences locales. Les plantations se feront en pied de merlons.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site qui accueille la carrière est encaissé et entouré d'une végétation fournie qui assure une bonne protection visuelle. Les merlons périphériques observés lors de la visite respectent la hauteur prévue dans l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Limite des excavations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Limites des excavations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations seront tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. Notamment, une bande tampon vierge de toute activité large de 40 mètres sera maintenue le long du cours d'eau "Le Tronçon".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen du plan topographique (voir point de contrôle N°3) montre que la distance de 40 mètres qui doit être maintenue le long du cours d'eau « le Tronçon » n'est pas respectée, ce que confirme la visite de la carrière. Il apparaît que cette zone tampon correspond à des extractions anciennes. L'exploitant confirme qu'aucune extraction n'a eu lieu dans la zone tampon depuis qu'il a pris en charge l'exploitation du site.</p> <p>Le chemin d'accès à la carrière ainsi que les locaux d'exploitation avec le pont bascule sont situés à moins de 40 mètres du « Tronçon », cependant l'implantation de la carrière ne paraît pas permettre de respecter un tel éloignement du cours d'eau.</p> <p>Dans la perspective d'une demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, ce point devra être examiné par l'exploitant, dans la mesure où l'éloignement semble prescrit afin de limiter l'impact potentiel sur le « Tronçon ». Il importera de vérifier que les mesures de protection déjà en place permettent de garantir cet objectif ou si un renforcement de ces mesures est à</p>

<p>prévoir.</p> <p>Les bilans IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) ne montrent pas de dégradation du milieu naturel au droit du site, mais il convient de s'en assurer.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il importe que l'exploitant examine finement les modalités de protection du "Tronçon", en effet la zone tampon prévue dans l'arrêté d'autorisation ne semble pas adaptée au contexte du site. Dès lors, des mesures alternatives à l'éloignement du cours d'eau peuvent être recherchées en vue d'un potentiel dépôt de dossier de renouvellement.</p> <p>La protection du milieu naturel, notamment la trame bleue, devra être justifiée par les mesures mises en place par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>

N° 10 : Modalités d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/1997, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Modalités d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les gradins auront une hauteur unitaire maximale de 15 mètres. Leur nombre sera limité à 2. Aucune extraction ne devra être réalisée au-dessous du niveau 48 NGF. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin auront une largeur au moins égale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas, - à 5 mètres en fin d'exploitation.
<p>Constats :</p> <p>La visite du site n'a pas entraîné d'observation particulière concernant la hauteur des gradins et la largeur des banquettes horizontales.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Rejets dans le milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement normalisé. Ces dispositifs de rejet sont aménagés de manière à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, - permettre l'accès aux points de mesure et de prélèvement sur l'ouvrage de rejet, notamment pour faciliter l'amenée des matériels,

<p>- permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur....</p> <p>Les eaux de étang qui sont rejetées dans la rivière Le Tronçon, font l'objet de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 analyses par an (un prélèvement par trimestre) pour les matières en suspension totale (MEST), la demande chimique en oxygène (DCO) et les hydrocarbures, - 1 contrôle par mois pour le pH. <p>Par ailleurs, un premier diagnostic IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) est effectué dans le cours d'eau, à l'aval du point de rejet de l'étang, dès la notification du présent arrêté puis un bilan IBGN est établi tous les 2 ans. Le chenal de tranquillisation et les bassins de décantation sont régulièrement curés et entretenus afin de garantir un niveau constant de performance.</p> <p>Eaux de procédé des installations : Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite a permis de confirmer la mise en place d'un canal de mesure du débit avec possibilité d'effectuer des prélèvements. Le rejet gravitaire se fait par l'intermédiaire d'un étang avant évacuation vers le milieu naturel récepteur (« le Tronçon »). Plusieurs arbres sont tombés sur la parcelle qui accueille l'étang. Ce dernier est susceptible de servir de réserve incendie pour les pompiers, cependant aucun raccord n'a été observé sur le terrain.</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats du suivi de la qualité des eaux rejetées : les fréquences des contrôles sont respectées et les concentrations mesurées sont inférieures aux seuils prescrits, sauf toutefois pour les matières en suspension après de fortes pluies, ce phénomène s'est produit une fois en 2022 et une fois en 2023.</p> <p>Les derniers résultats des bilans IBGN (biennaux) réalisés par AQUABIO ont été présentés, la note globale apparaît assez stable :</p> <p>2018 → 15, 2020 → 17, 2022 → 16, 2024 : passage effectué le 9 juillet 2024 (en attente du rapport).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de vérifier l'intérêt de procéder à un entretien de la parcelle qui abrite l'étang par lequel transitent les eaux issues de la carrière.</p> <p>Cet étang étant susceptible de servir de réserve incendie pour les pompiers, il est indispensable de justifier quelles sont les modalités de son utilisation ainsi que les moyens de raccordement disponibles sur place.</p> <p>Au besoin, un échéancier de réalisation des mesures correctives pour chacun des deux points précédents pourra être transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>